

ICG -  
**RÉPUBLIQUE DU BÉNIN**

Fraternité-Justice-Travail

-----  
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE  
-----

**DÉCRET N° 2023 – 002 DU 13 JANVIER 2023**

portant nomination de monsieur **Laïssi RADJI** en qualité de membre du Conseil économique et social, en remplacement de monsieur Nestor WADAGNI au titre de la 6<sup>ème</sup> mandature.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ÉTAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi n° 92-010 du 16 juillet 1992 portant loi organique sur le Conseil Economique et Social ;
- vu** la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
- vu** le décret n° 2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères, tel que modifié par le décret n° 2022-476 du 03 août 2022 ;
- vu** le décret n° 2019-149 du 29 mai 2019 fixant les modalités d'élection des représentants des divers organismes au sein du Conseil Economique et Social ;
- vu** le décret n° 2019-199 du 17 juillet 2019 portant nomination des membres du Conseil Economique et Social pour la sixième (6<sup>ème</sup>) mandature ;
- vu** le décret n° 2021-307 du 09 juin 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- vu** le décret n° 2021-573 du 03 novembre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;
- sur** proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 07 décembre 2022,

**DÉCRÈTE**

**Article premier**

Monsieur **Laïssi RADJI** est nommé membre du Conseil économique et social, en remplacement de monsieur Nestor WADAGNI, décédé, au titre du représentant des associations de développement des départements du Mono et du Couffo.

L'intéressé poursuit le mandat en cours pour le reste de sa durée.

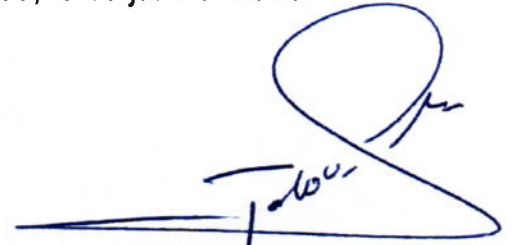
**Article 2**

Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Il sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 13 janvier 2023

Par le Président de la République,  
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



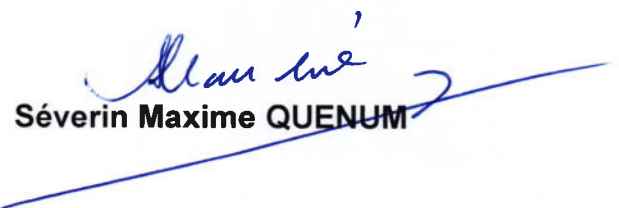
**Patrice TALON. -**

Le Ministre de l'Économie  
et des Finances,



**Romuald WADAGNI**  
Ministre d'État

Le Garde des Sceaux, Ministre de la  
Justice et de la Législation,



**Séverin Maxime QUENUM**

**AMPLIATIONS** : PR 6 ; AN 4 ; CC 2 ; CS 2 ; C.COM 2 ; CES 2 ; HAAC 2 ; HCJ 2 ; MEF 2 ; MJL 2 ; AUTRES MINISTÈRES 21 ;  
SGG 1 ; JORB 1